

PAYS DE TARARE

Quicury et ACROSA, ensemble pour « préserver notre territoire »

Ce dimanche matin, le collectif citoyen Quicury et l'association ACROSA organisaient une marche "Convergence des luttes". Car au-delà de leur sujet de prédilection respectif, les deux collectifs se rejoignent sur un point : la préservation de l'environnement et « des terres nourricières du Val de Turdine. »

Les uns se battent contre le projet de liaison entre Amplepuis et l'A89. Les autres, contre l'implantation d'entrepôts et de plateformes logistiques sur des terres agricoles à l'ouest de Tarare. Du moins, à l'origine. Car les combats des membres de l'association ACROSA et du collectif citoyen Quicury convergent : tous veulent « préserver l'environnement et les terres nourricières du Val de Turdine contre l'artificialisation des sols », résume Alain Chizat, de Quicury.

Des projets « destructeurs de biodiversité »

Pas étonnant, donc, que ce dimanche 6 juin, ils aient organisé une marche "Convergence des luttes". Trois départs de randonnée étaient programmés, à partir de 9 h 30 : l'un à Vindry-sur-Turdine (à la salle



Environ 90 personnes ont participé à la marche et/ou au pique-nique organisé non loin de la Croix de Ronzière à Saint-Marcel-l'Éclairé.

Photo Progrès/Laura STEEN

de la Commanderie à Pontcharra) et les deux autres à Tarare (ZI du pied de la montagne et route de Feurs).

Les trois groupes de marcheurs se sont rejoints au niveau de la croix de Ronzière à Saint-Marcel-l'Éclairé. Environ 90 personnes étaient au rendez-vous, pour redire leur opposition à des projets qu'ils jugent « destructeurs de biodiversité » et « anachroniques ». Roland Pascual, membre d'ACROSA, explique : « Que ce soit la carrière à Joux et Les

Sauvages ou la route entre Amplepuis et l'A89, ce sont des projets qui détruiront massivement une zone naturelle riche en biodiversité. »

Sans parler, ajoute-t-elle, de l'impact sur la qualité de vie avec « des poussières, du bruit et de la circulation intensive des poids lourds ». Un « écocide », selon l'association qui souhaite que les élus du secteur, qui seront amenés à rendre un avis sur la question, se positionnent contre cette carrière (portée par Eurovia et

Vinci).

« Nous avons de l'ambition pour ce territoire »

Même son de cloche du côté du collectif Quicury qui s'inquiète de l'artificialisation des sols dans le secteur avec les projets de zones d'activités à l'ouest de Tarare (Actival 2, Smadeor, Basse Croisette). À ce propos, Quicury planche depuis plusieurs mois sur un projet alternatif (lire par ailleurs).

Au-delà de ces sujets, à l'origine de la création des deux groupes, Quicury et ACROSA se rejoignent sur un point : « Nous avons de l'ambition pour ce territoire, autour de l'agriculture, du tourisme, complète Rolande Pascual. Il faut du développement économique et créer des emplois mais pas sous-qualifiés, non pérennes, et néfastes pour la biodiversité. Il faut être imaginatifs et sortir de ce qu'on fait depuis 50 ans. »

L.S.

laura.steen@leprogres.fr

Des sujets de campagnes électorales

Cette randonnée se tenait à quelques semaines des élections départementales et régionales (des 20 et 27 juin). Et depuis plusieurs semaines, des candidats aux Régionales (Cécile Michel pour EELV le 24 avril, Najat Vallaud-Belkacem pour le PS et PRG ce dimanche, Cécile Cukierman pour le PCF ce lundi) s'invitent sur le territoire pour évoquer ces sujets. Et notamment celui des zones d'activités, à cheval entre les cantons de Tarare et de L'Arbresle.

« Interpeller les élus et les pouvoirs publics »

Pour ce qui est de la liaison Amplepuis/A89, Bruno Peylachon, maire de Tarare et candidat à sa réélection au Département, a annoncé dans nos colonnes le 1^{er} juin que ce projet n'était plus d'actualité. Chez ACROSA, on accueille la nouvelle avec « prudence », souligne Roland Pascual : « Nous sommes cir-



Alain Chizat (membre du collectif citoyen Quicury) et Rolande Pascual (membre de l'ACROSA).

Photo Progrès/Laura STEEN

conspets. Déjà en 2015, lors des Départementales, on nous assurait qu'aucun tracé ne passerait par la voie romaine. Or, c'est l'une des hypothèses de la COR... Nous restons donc vigilants. » Elle ajoute : « Si effectivement ils reviennent sur cette décision, nous serions très contents qu'ils prennent enfin en compte l'avis des habitants. »

Alain Chizat (Quicury) rappelle : « Nous voulions organiser cette

marche en mai, mais nous avons dû reporter en raison de la pandémie. Il se trouve que nous sommes en période électorale, mais peu importe. La campagne permet d'interpeller les élus et les pouvoirs publics sur l'urgence de préserver ces terres. Car un hectare disparaît chaque mois dans le Rhône avec des projets inutiles qui ne créent pas d'emploi. Or, ces terres agricoles sont essentielles pour l'alimentation. »

Une alternative aux zones d'activités de l'ouest rhodanien

Depuis plusieurs mois, le collectif citoyen Quicury planche sur un projet alternatif aux zones d'activités de l'ouest rhodanien.

Daniel, membre de Quicury, explique que sur les 100 hectares visés, ils imaginent plutôt des maraîchers « qui créent de l'emploi et des produits locaux », avec ferme pédagogique, espace d'informations au public, un lieu d'insertion professionnelle et de formation. Et aussi de transformation des produits, en vue de les acheminer dans des restaurants collectifs.

Un projet à l'image du Parc agro-culinaire qui est en train de naître dans le Roannais. Daniel Chizat complète en évoquant l'idée d'une pépinière agricole. Deux personnes s'occupent de récolter toutes les informations nécessaires pour monter un tel projet : quels sont les besoins alimentaires du territoire, comment sont gérées les structures de restauration collective, etc. Il conclut : « Nous anticipons sur la loi EGAlim qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2022. Cette loi impose 50 % de produits locaux et 20 % de bio dans nos restaurations collectives. On en est très loin ! »